

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 12/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DU PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU

Centre d'affaires Wilson
1 carrefour de l'Hours -CS 50002
34500 Béziers

Références : DREAL-UID11/66-C3-2025-421

Code AIOT : 0006605556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 octobre 2025 dans l'établissement SOCIETE DU PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU implanté LD GARRIGO PLANO 11200 LUC-SUR-ORBIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DU PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU
- LD GARRIGO PLANO 11200 LUC-SUR-ORBIEU
- Code AIOT : 0006605556
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une puissance totale de 12 MW) mis en service en 2013.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de l'arrêt des éoliennes	Code de l'environnement du 17/09/2025, article R. 515-107	Sans objet
2	Planification environnementale	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.1	Sans objet
3	Période d'intervention	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.2	Sans objet
4	Périmètre du chantier	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.3	Sans objet
5	Information préalable	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.1	Sans objet
6	Préparation du chantier	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.2	Sans objet
7	Circulation des engins	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.3	Sans objet
8	Gestion des déblais/remblais	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.4	Sans objet
9	Création des fondations	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.5	Sans objet
10	Lutte contre la pollution des eaux	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.6	Sans objet
11	Réduction des nuisances sonores	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.7	Sans objet
12	Suivi environnemental du chantier	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.9	Sans objet
13	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prescrites par l'arrêté autorisant le renouvellement sont bien respectées.
La notification de l'arrêt des éoliennes n'avait pas été réalisée mais a été régularisée juste après l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de l'arrêt des éoliennes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/09/2025, article R. 515-107
Thème(s) : Situation administrative, Arrêt des éoliennes
Prescription contrôlée :

<p>I. - Lorsqu'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p>
<p>Constats :</p> <p>La notification de l'arrêt des éoliennes n'a pas été réalisé au moment de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique que l'arrêt se fera en deux phases: éoliennes 5, 6 et 7, puis éoliennes 1, 2 et 3, en raison de difficultés de circulation imposant de travailler séparément sur les deux lignes d'éoliennes.</p> <p>La notification a été envoyée postérieurement à l'inspection le 13 octobre, pour un arrêt le 3 novembre sur les éoliennes 5, 6 et 7 et le 1er décembre sur les éoliennes 1, 2 et 3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Planification environnementale

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Planification environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le contexte environnemental du projet, • les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues, • le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle, • le plan de circulation des engins, • les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire, • la sensibilisation, la formation, le contrôle interne. <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le cahier des charges environnemental fourni dans les dossiers de consultation des entreprises est transmis à l'inspection.</p> <p>Les compte-rendus de visite environnementale du chantier seront fournis au fur et à mesure de leur établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Période d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.2
Thème(s) : Actions régionales, Période d'intervention
Prescription contrôlée : Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, les mesures suivantes devront être mises en place : Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement tel que prévu au titre IV du présent arrêté sont autorisés entre le 1er septembre et le 31 octobre, excepté pour les moins impactants, sur la base de justifications d'un écologue, qui sont autorisés entre le 1er août et le 30 mars de l'année suivante. Des travaux de finalisation des aménagements, non impactants pour la biodiversité, peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.
Constats : Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres et de défrichement seront terminés pour le 31 octobre. Un géomètre est passé sur chantier le jour de l'inspection pour déterminer si l'abattage de 2 arbres était nécessaire pour la circulation sur chantier. Il n'y aura pas d'abattage ultérieur à celui-ci s'il s'avérait nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Périmètre du chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.3
Thème(s) : Actions régionales, Périmètre du chantier
Prescription contrôlée : Le périmètre de réalisation des travaux de construction des nouvelles éoliennes du parc éolien de Luc-sur-Orbieu, de maintenance lourde et de démantèlement des anciennes éoliennes du parc, comprend : <ul style="list-style-type: none">• les pistes d'accès pour accéder au site ;• les zones de travaux pour le montage des éoliennes (les emprises nécessaires au stockage, à l'assemblage et au levage des éoliennes) ;• les zones de stockage de la terre excavée ;• les postes de livraison ;• les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ;• le réseau électrique câblé enterré (reliant les aérogénérateurs entre eux ainsi que celui les reliant au poste de livraison existant). Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans le porter à connaissance susvisé. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.

<p>Constats :</p> <p>Le parc était déjà délimité avant chantier. L'emprise des travaux est piquetée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Information préalable

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Information préalable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit informer le préfet du département, l'inspection des installations classées et la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.</p> <p>Lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien, le guichet de la DGAC est informé, par mail, de la date de levage des aérogénérateurs, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration est formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr ou via le guichet unique : https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr.</p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; • pour chacun des aérogénérateurs : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe, par courrier, les Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la date d'ouverture du chantier.</p> <p>L'exploitant informe les riverains 1 mois avant le démarrage des travaux sur le calendrier des travaux et les plages horaires bruyantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'information au guichet de la DGAC a été réalisé le 14 août 2025, respectant donc les trois mois de préavis.</p> <p>L'information du démarrage du chantier a été effectuée auprès de l'armée de l'air, de la préfecture, du SDIS et de l'inspection. La date initiale d'ouverture du chantier devait être le 1er août mais a été repoussée au 1er septembre dans la déclaration d'ouverture du chantier.</p> <p>Concernant l'information des riverains, des permanences publiques ont eu lieu en juillet/août sur les communes de Luc-sur-Orbieu et Ornaisons. Un moyen d'information numérique a été mis en place par l'exploitant pour informer les riverains sur le chantier de manière hebdomadaire. Les riverains seront prévenus un mois à l'avance du cassage des fondations, partie la plus bruyante des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.2
Thème(s) : Actions régionales, Préparation du chantier
Prescription contrôlée : Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins : <ul style="list-style-type: none">• les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées ;• les milieux humides et aquatiques non détruits sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ;• les ornières et flaques d'eau sont comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé ;• les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ;• des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers ;
Constats : Il n'y avait pas de flaque d'eau ou de milieu humide au début du chantier en raison de la sécheresse estivale. La base de vie a été grillagée, avec un portail fermé le soir. Une signalisation du chantier a été mise en place. Les points de regroupement du personnel en cas de sinistre ont été définis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Circulation des engins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.3
Thème(s) : Actions régionales, Circulation des engins
Prescription contrôlée : Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet. En cas de présence d'engin de levage de plus de 80 mètres de haut, ces engins seront équipés d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté du 23 avril 2018. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles). La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.
Constats :

<p>Un plan de circulation a été établi. Le chemin entre les deux parcs ne peut être emprunté par les engins lourds en raison d'un pont ne pouvant supporter leur charge. Les déplacements entre les deux lignes d'éoliennes doivent donc se faire via la RD261 via un porte-engins.</p> <p>Le stationnement des engins se fait sur la base de vie fermée le soir et surveillée par caméra.</p> <p>La vitesse de circulation des engins est limitée à 10 km/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Gestion des déblais/remblais

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.4</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Gestion des déblais/remblais</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus dans leur état initial, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles). Dans la mesure du possible, les câbles électriques sont enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées.</p> <p>Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Les terres végétales sont prioritairement réutilisées en fin de travaux pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés sont évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.</p> <p>Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 2.3.4 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier.</p> <p>Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol a été décapé de 10 cm correspondant à la terre végétale. Ces terres sont stockées en bordure de plate-forme pour être remises en place après travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Création des fondations

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.5</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Création des fondations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'étude géotechnique de niveau projet a été réalisée et est fournie à l'inspection. L'étude confirme la mise en place de fondations superficielles plus larges mais moins profondes que celles du parc existant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Lutte contre la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.6</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Lutte contre la pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • installation des baraquements de chantier, de leurs assainissements et des zones d'entretiens des véhicules hors du PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau potable ; • stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors site. • mise en place de signalisations à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ; • mise à disposition de kits anti-pollution ; • pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ; • mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de canal ou cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc. • Les eaux usées produites au niveau des installations de chantier seront collectées et renvoyées vers des citernes étanches. Celles-ci seront vidangées régulièrement puis conduites hors du chantier pour être retraitées dans une station d'épuration agréée.
<p>Constats :</p> <p>Aucun périmètre de protection immédiat de captage n'est concerné par le projet. L'aire de rétention étanche est située à côté de la base de vie. Des kits anti-pollution sont présents dans chaque engin. La collecte des eaux usées se fait sur une cuve, en attente de la pose d'une seconde cuve qui est déjà présente sur site mais non raccordée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Réduction des nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.7</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Réduction des nuisances sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures de réduction des nuisances sonores sont prises afin de réduire l'impact sur la population riveraine, et notamment :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • favoriser l'utilisation des techniques de travail moins bruyantes ; • utiliser du matériel homologué et correctement entretenu ; • regrouper les opérations bruyantes pour diminuer les temps de nuisance.
Constats : Les mesures de réduction des nuisances sonores sont appliquées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suivi environnemental du chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2.3.4.9
Thème(s) : Actions régionales, Suivi environnemental du chantier
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du Code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant. Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le porter à connaissance susvisé ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées. Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à le porter à connaissance susvisé (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.
Constats : Le suivi environnemental est réalisé par Solar IDE. des visites mensuelles sont prévues selon l'activité du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

<p>Constats :</p> <p>Une benne est présente sur la base de vie. Le tri des déchets est fait sur site avant l'enlèvement par une entreprise. Les Bordereaux de Suivi des déchets sont saisis sur l'outil numérique Trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>